**FORMULAIRE N°1 DE CANDIDATURE CFI (F1)**

Pour tout contrat ≥ *40 000 € HT*

*Le Formulaire F1 est un modèle de lettre de candidature qui doit être rempli par les candidats et candidates et transmis avec leur offre à CFI.*

*En cas de candidature groupée, il est rempli par chaque membre du groupement.*

***A NOTER :*** *Les candidats doivent remplir le formulaire et**les [parties grisées entre crochets].*

# Article IDENTIFICATION DE L’ACHETEUR



**TRANSTELE CANAL FRANCE INTERNATIONAL**

**62 rue Camille Desmoulins**

**92130 Issy-les-Moulineaux**

# Article OBJET DE LA CONSULTATION

*(Reprendre l’objet de la consultation figurant dans la publication ou le règlement de consultation. En cas de division en plusieurs lots, la société candidate précise l’intitulé du ou des lots auxquels elle candidate.)*

La présente consultation porte sur [à compléter].

# Article OBJET DE LA CANDIDATURE

La candidature est présentée :

[ ]  pour le contrat *(en cas de contrat non-alloti)* ;

[ ]  pour tous les lots de la procédure de passation du contrat ;

[ ]  pour le lot n° ou les lots n° de la procédure de passation du contrat *(en cas de division en plusieurs lots ; si les lots n’ont pas été numérotés, indiquer ci-dessous l’intitulé du ou des lots tels qu’ils figurent dans l’avis d’appel à la concurrence ou l’invitation à confirmer l’intérêt).*

# Article PRESENTATION DE LA SOCIETE CANDIDATE

[ ]  **La société candidate se présente seule :**

* **Nom commercial et dénomination sociale du prestataire qui exécutera la prestation :** [à compléter]
* **Statut** (Par exemple : autoentrepreneur, entreprise individuelle, SA, SARL, EURL, association, établissement public, etc.) :[à compléter]
* **Adresse postale et du siège social** (si elle est différente de l’adresse postale) : [à compléter]
* **Adresse électronique :** [à compléter]
* **Numéros de téléphone :** [à compléter]
* **Numéro d’enregistrement, à défaut, un numéro d’identification européen ou international ou propre au pays d’origine de l’opérateur économique (Par exemple : SIRET, IFU, numéro**  liste des [ICD](http://metadata-stds.org/Document-library/Draft-standards/6523-Identification-of-Organizations/ICD_list.htm)) : [à compléter]

[ ]  **La société candidate se présente sous la forme d’un groupement d’entreprises[[1]](#footnote-2) :**

 [ ]  conjoint[[2]](#footnote-3) OU [ ]  solidaire[[3]](#footnote-4)

En cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire :

[ ]  NON OU [ ]  OUI

En cas de groupement, indiquer ci-dessous les informations relatives à ses membres :

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **N°****du****Lot** | **Nom commercial et dénomination sociale, adresse de l’établissement, adresse électronique, numéros de téléphone et de télécopie, numéro d’enregistrement des membres du groupement ou équivalent** | **Prestations exécutées par les membres du groupement** |
|  |  |  |
|  |  |  |

# Article DECLARATION SUR L’HONNEUR

La société candidate complète, date et signe la déclaration sur l’honneur relative aux critères d’exclusion et à l’absence de conflit d’intérêt fournie en Annexe 1 au présent Formulaire.

# Article FICHE D’IDENTITE TIERS ET RELEVE D’IDENTITE BANCAIRE

En cliquant deux fois sur la « fiche d’identité tiers » en Annexe 2 avec sa souris d’ordinateur, la société candidate peut compléter cette fiche et l’envoyer datée et signée à CFI. La société candidate joint impérativement à cette fiche un Relevé d'Identité Bancaire (RIB).

Certains pays ou banque ne délivrent pas de Relevé d'Identité Bancaire. Dans ce cas, la société candidate fait également signer la « Fiche d’identité tiers » par l'établissement bancaire.

# Article CAPACITES DES OPERATEURS ECONOMIQUES SUR LESQUELS LA SOCIETE CANDIDATE S’APPUIE POUR PRESENTER SA CANDIDATURE

*Rubrique à renseigner dans l’hypothèse où la société candidate ou l’un des membres du groupement* ***s’appuie sur la ou les capacités d’un autre opérateur économique****, quelle que soit la nature juridique des liens qui l’unissent à cet opérateur[[4]](#footnote-5).*

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **N°****du****Lot** | **Nom du membre du groupement concerné**  | **Nom commercial et dénomination sociale, adresse de l’établissement, adresse électronique, numéros de téléphone et de télécopie, numéro d’identification de l’opérateur sur les capacités duquel la société candidate ou le membre du groupement s’appuie[[5]](#footnote-6)**  |
|  |  |  |
|  |  |  |

# Article SIGNATURE

|  |  |
| --- | --- |
| Nom :Prénom :Fonction : | *Je déclare présenter ma candidature dans le cadre de la consultation citée en section II ci-dessus.*Date :Signature :  |

# ANNEXE 1*:* DECLARATION SUR L'HONNEUR RELATIVE AUX CRITERES D'EXCLUSION, A L'ABSENCE DE CONFLIT D'INTERET ET A LA DISPONIBILITE DU TITULAIRE

***A NOTER :*** *il convient de compléter ou supprimer les [parties grisées entre crochets]*

**Objet du contrat :** [à préciser]

[Le][La] soussigné[e] (*nom du signataire du présent formulaire*) :

* agissant en son nom propre

ou

* agissant en qualité de représentant de la personne morale suivante :

dénomination officielle complète :

forme juridique officielle :

adresse officielle complète :

1. déclare qu’il/qu’elle ne se trouve pas dans une situation mentionnée aux articles L. 2141-1 à L. 2141-4 du Code de la commande publique et notamment dans une situation faisant qu'il/qu'elle :
2. est en état ou fait l'objet d'une procédure de faillite, de liquidation, de règlement judiciaire ou de concordat préventif, de cessation d'activité, ou est dans toute situation analogue résultant d'une procédure de même nature existant dans les législations et réglementations nationales ;
3. a fait l'objet d'une condamnation prononcée par un jugement rendu par une autorité compétente d'un État membre ayant force de chose jugée pour tout délit affectant sa moralité professionnelle ;
4. a commis, en matière professionnelle, une faute grave constatée par tout moyen que les pouvoirs adjudicateurs peuvent justifier, y compris par une décision de la Banque européenne d'investissement ou d'une organisation internationale ;
5. n'a pas respecté ses obligations relatives au paiement des cotisations de sécurité sociale ou ses obligations relatives au paiement de ses impôts selon les dispositions légales du pays où il/elle est établi(e) ou celles du pays du pouvoir adjudicateur ou encore celles du pays où le contrat doit s'exécuter[[6]](#footnote-7) ;
6. a fait l'objet d'un jugement ayant force de chose jugée pour fraude, corruption, participation à une organisation criminelle, blanchiment de capitaux ou toute autre activité illégale, lorsque ladite activité illégale porte atteinte aux intérêts financiers de CFI ou de l’Etat français ;
7. fait l'objet d'une sanction administrative pour s'être rendu∙e coupable de fausses déclarations en fournissant les renseignements exigés par le pouvoir adjudicateur pour sa participation à une procédure d'octroi d'une subvention ou de passation d'un autre marché, ou n'a pas fourni ces renseignements, ou pour avoir été déclaré(e) en défaut grave d'exécution de ses obligations en vertu de marchés ou de subventions financés par le budget de CFI ou de l’Etat français.
8. déclare que les personnes physiques ayant le pouvoir de représentation, de décision ou de contrôle[[7]](#footnote-8) sur l'entité légale susmentionnée ne se trouvent pas dans la situation visée aux points b) ou e) ci-dessus ;
9. déclare qu’il /qu’elle :

g) ne se trouve pas en situation de conflit d'intérêts par rapport au contrat ; un conflit d'intérêts peut notamment résulter d'intérêts économiques, d'affinités politiques ou nationales, de liens familiaux ou sentimentaux, ou de tout autre type de relations ou d'intérêts communs ;

h) fera connaître, sans délai, au pouvoir adjudicateur toute situation constitutive d'un conflit d'intérêts ou susceptible de conduire à un conflit d'intérêts ;

i) n'a pas consenti, recherché, cherché à obtenir ou accepté, et s'engage à ne pas consentir, rechercher, chercher à obtenir ou accepter, d'avantage, financier ou en nature, en faveur ou de la part d'une quelconque personne lorsque cet avantage constitue une pratique illégale ou relève de la corruption, directement ou indirectement, en ce qu'il revient à une gratification ou une récompense liée à l'attribution du contrat ;

j) a fourni des renseignements exacts, sincères et complets au pouvoir adjudicateur dans le cadre de la présente procédure de passation de contrat ;

1. reconnaît qu’il/elle peut être frappé de sanctions judiciaires, administratives et financières s'il est établi que de fausses déclarations ont été faites ou que de fausses informations ont été fournies.

En cas d'attribution du marché, les éléments suivants doivent être fournis sur demande et dans le délai fixé par le pouvoir adjudicateur :

Pour les cas mentionnés aux points a), b) et e), un extrait récent du casier judiciaire est requis ou, à défaut, un document équivalent récent, délivré par une autorité judiciaire ou administrative du pays d'origine ou de provenance, faisant apparaître que les exigences concernées sont satisfaites[[8]](#footnote-9).

En ce qui concerne les situations décrites aux points a), b), d) et e), lorsqu'un document visé aux deux paragraphes ci-dessus n'est pas délivré dans le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration solennelle, faite par l'intéressé∙e devant une autorité judiciaire ou administrative, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays d'origine ou de provenance.

Si le soumissionnaire est une personne morale, des renseignements concernant les personnes physiques ayant le pouvoir de représentation, de décision ou de contrôle sur cette personne morale ne doivent être fournis qu'à la demande du pouvoir adjudicateur.

1. déclare avoir pris connaissance des dispositions de la présente attestation et s’engage à s’y conformer tout au long de la procédure de passation.

|  |  |
| --- | --- |
| Nom :Prénom :Fonction : | Date :Signature :  |

# ANNEXE 2 : FICHE D’IDENTITE D’UN TIERS



1. Un groupement d’opérateurs est un accord momentané entre des entreprises pour élaborer une offre commune en réponse à un contrat. Cet accord privé, qui s’organise dans le cadre de la liberté contractuelle, permet aux entreprises de s’organiser pour répondre ensemble à un contrat. [↑](#footnote-ref-2)
2. Le groupement est conjoint lorsque chacun des opérateurs économiques membres du groupement s'engage à exécuter la ou les prestations qui sont susceptibles de lui être attribuées dans le contrat. [↑](#footnote-ref-3)
3. Le groupement est solidaire lorsque chacun des opérateurs économiques membre du groupement est engagé pour la totalité du contrat. [↑](#footnote-ref-4)
4. En application du II de l’[article R. 2142-3](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do;jsessionid=13653C8FC4C441DA2D339E6E3D62AC0C.tplgfr42s_2?idArticle=LEGIARTI000037730691&cidTexte=LEGITEXT000037701019&dateTexte=20190401) du code de la commande publique auquel l’[article R. 2342-2](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do;jsessionid=13653C8FC4C441DA2D339E6E3D62AC0C.tplgfr42s_2?idArticle=LEGIARTI000037728981&cidTexte=LEGITEXT000037701019&dateTexte=20190401) renvoie. [↑](#footnote-ref-5)
5. Dans cette hypothèse, joindre, pour chaque opérateur économique, en annexe du F2, tous les renseignements demandés par l’acheteur dans les documents du Dossier de la consultation. La société candidate sera tenue d’apporter la preuve que chacun des opérateurs économiques mettra à la disposition du candidat individuel ou du membre du groupement les moyens nécessaires pendant toute la durée d’exécution du contrat. [↑](#footnote-ref-6)
6. Des attestations ou des courriers récents, émis par les autorités compétentes de l'État concerné, sont requis. Ces documents doivent apporter la preuve du paiement de tous les impôts, taxes et cotisations de sécurité sociale dont le soumissionnaire est redevable, y compris la TVA, l'impôt sur le revenu (personnes physiques uniquement), l'impôt sur les sociétés (personnes morales uniquement) et les charges sociales. [↑](#footnote-ref-7)
7. À savoir les chefs d'entreprise, les membres des organes de direction ou de surveillance et les personnes physiques détenant, à titre individuel, la majorité des parts. [↑](#footnote-ref-8)
8. Si le soumissionnaire est une personne morale et que le droit national du pays dans lequel il est établi ne prévoit pas la fourniture de tels justificatifs pour les personnes morales, ces documents sont demandés pour les personnes physiques, comme les chefs d'entreprise ou toute personne ayant le pouvoir de représentation, de décision ou de contrôle du soumissionnaire. [↑](#footnote-ref-9)